



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1883>

Claude Gautheron : une culture commune émancipatrice pour tous les élèves



L'École Émancipée

Demain se tiendra un CSE essentiellement consacré à la discussion finale sur le socle commun de connaissances, de compétences et de culture qui débouchera sur un vote. Depuis le mois de juin 2014, le SNUipp, fort de ses mandats, s'est impliqué au côté des collègues et dans les discussions avec le ministère pour rendre effective une rupture franche avec le socle Fillon et l'école à deux vitesses qu'il entérinait. Les interventions du SNUipp ont permis de conserver à ce texte une part non négligeable de l'ambition qui était présente dans la version initiale du CSP soumise à la consultation des collègues et ce, malgré les interventions contraires et appuyées d'autres syndicats très attachés aux compétences-clés de l'Union européenne et tout aussi opposés à l'idée même de culture commune. On ne peut que s'en féliciter. Pour autant peut-on crier victoire ? Clairement non. D'abord on constate que le double enjeu de l'écriture de ce socle et l'incapacité pour le ministère de trancher entre deux types de rédaction l'a conduit à produire un texte qui oscille constamment entre un affichage de finalités ambitieuses pour la scolarité obligatoire et, pour chaque domaine, une juxtaposition d'objectifs plus opérationnels mais aussi sans véritable hauteur de vue. Par ailleurs les inconnues que constituent l'articulation avec les programmes et les modalités d'évaluation nous invitent à la plus grande prudence. La déclinaison des 5 domaines en objectifs opérationnels pour l'enseignement n'exclut pas dans sa forme actuelle le retour d'un livret de compétences type LPC et malgré la réaffirmation du ministère que ce choix ne sera pas fait, les zones d'ombre qui demeurent et la parodie de réflexion sur l'évaluation de ce début d'année sont inquiétantes. Pour finir et ce sont les questions essentielles que nous devons nous poser, ce socle est-il en capacité de répondre aux problématiques scolaires actuelles que sont la montée des inégalités scolaires, la sortie sans diplôme d'une part importante des élèves, la ghettoisation territoriale et scolaire de pans entiers de la société ? Et est-il en mesure à lui seul de faire évoluer les pratiques scolaires et de rendre l'école plus démocratique et réellement émancipatrice pour tous les élèves ? Bien sûr que non. Ne pas s'opposer à ce socle ne doit pas nous conduire à donner un blanc seing au ministère mais bien à lui imposer de donner à l'école et aux enseignants les moyens de transformer en réalité concrète et dans le quotidien des écoles les ambitions affichées dans ce document. Par ailleurs, ce qui différencie la position de la FSU de celle des organisations syndicales réformistes, est bien son attachement à la culture commune émancipatrice pour tous les élèves. Or notre réflexion n'est à ce jour pas aboutie et il est aussi de notre responsabilité de donner de la chair à ce concept pour que nous soyons collectivement en capacité de le porter et de l'opposer aux tentations réactionnaires ou libérales qui fleurissent aussi bien dans des milieux intellectuels pseudo-éclairés que dans le cabinet des ministres. Pour cela, la FSU se doit de parler d'une seule voix et cela passe par la recherche de cohérence dans les analyses et dans le vote au CSE.